

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 26 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GCP APPLIED TECHNOLOGIES (GCPAT)

Zone artisanale les Foulletons
39140 Larnaud

Références : CL/NM/2023/M_195
Code AIOT : 0005900863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2023 dans l'établissement GCP APPLIED TECHNOLOGIES implanté à Larnaud (39140), zone artisanale les Foulletons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du porter à connaissance déposé par l'exploitant le 16 mai 2023 et de l'incident survenu le 24 juillet 2023 relatif à une faible fuite d'un mélange contenant du distillat léger de pétrole conditionné dans un grand récipient pour vrac (GRV).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Etablissement : GCP APPLIED TECHNOLOGIES	Régime : Autorisation
Adresse : Larnaud (39140)	Statut Seveso : Non Seveso
Code AIOT : 0005900863	IED : Non

GCPAT à Larnaud (39) est spécialisée dans la fabrication de produits chimiques pour l'industrie du béton, principalement des adjuvants pour béton et additifs pour ciment. Les préparations produites permettent de conférer aux bétons employés dans le secteur de la

construction certaines propriétés physiques destinées à les renforcer, les protéger ou les embellir.

Les activités de cette entreprise sont connues au titre des installations classées pour la protection de l'environnement depuis 1993, d'abord sous le régime de la déclaration, puis ont régulièrement été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 1367 du 3 août 1999 modifié par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	INCIDENT 2023 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 8.4.1.	Sans objet
3	VISITE 2023 Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 5.1.2.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PAC 2023 Analyse du caractère substantiel ou non des modifications	Code de l'environnement du 04/09/2023, article R. 181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations et l'étude du porter à connaissance permettent de confirmer le caractère non substantiel des modifications que l'exploitant projète d'entreprendre sur ses installations.

Les premières mesures engagées par l'exploitant pour gérer la fuite de substance d'un GRV fin juillet 2023 apparaissent adaptées. L'impact environnemental de cet épanchement accidentel est a priori limité mais il aurait pu l'être davantage si les dispositions constructives des rétentions prévues par l'arrêté préfectoral avaient été respectées.

Des améliorations sont attendues concernant la gestion des déchets produits et entreposés dans l'établissement.

2-4) Fiches de constats

(pages suivantes)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2023, article article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Augmentation des capacités
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »</p>
<p>Constats : Par porter à connaissance dont il a été accusé réception le 17 mai 2023, modifié en dernier lieu par courriel du 8 août 2023 adressé à l'inspection, l'exploitant a informé le préfet que, suite à l'acquisition de CGPAT par Saint-Gobain, le site de Larnaud était amené à reprendre une activité de fabrication de durcisseur de sol dont la production recherchée se situe autour de 700 t/an.</p> <p>Cet accroissement d'activité entraîne mécaniquement celui de certaines capacités actuellement autorisées. Néanmoins, d'après son analyse, l'exploitant estime que cette modification ne constitue pas une modification substantielle selon les articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Après examen de l'inspection des installations classées de cette transmission et des échanges entretenus au cours de l'inspection du 8 août 2023, il apparaît que sur un plan administratif ces évolutions n'apportent pas d'augmentation nécessitant un changement de régime applicable. Elles n'entraînent pas d'impacts et de risques nouveaux de ceux actuellement présents, n'atteignent pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Elles ne sont donc pas jugées substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, ces évolutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n'atteignent pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; • ne nécessitent pas non plus de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les modifications en tant que telles ne franchissent pas de seuils visés par l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ; ◦ l'installation modifiée ne franchit pas de nouveaux seuils visés par l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. <p>En conséquence, il est proposé de prendre acte de ces évolutions qui feront l'objet d'une modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation lors d'une prochaine actualisation.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a ajouté que cette acquisition allait avoir une autre conséquence, l'abandon très probable de l'activité de production d'adjuvants. Pour autant, l'exploitant souhaite ne pas notifier au préfet dans l'immédiat ni le changement d'exploitant, car les procédures juridiques et administratives prennent du temps (horizon 2025), ni l'abandon d'activité, par prudence, en cas de revirement de stratégie du groupe de dernière minute.</p> <p>L'exploitant veillera à informer le préfet des changements de structure juridique et de processus de production au plus tard trois mois après qu'ils auront été entérinés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : INCIDENT 2023 | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : « (...) II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. (...) »
<p>Constats : Rappel des faits : Un GRV (grand récipient pour vrac) est chargé d'un produit à base de distillat léger de pétrole, puis est entreposé dans le magasin n° 2. Quelques jours plus tard, un agent s'aperçoit à travers la paroi translucide du récipient que le niveau de liquide a considérablement baissé. Une fuite de très faible débit est identifiée au niveau du fond du GRV : un clou dépassant légèrement de la palette, sur laquelle était fixé le récipient, l'a perforé par l'effet du poids du produit introduit. La quantité rejetée est estimée à quelques dizaines de litres. Celui-ci s'est épanché au sol et s'y est infiltré.</p> <p>La réaction de l'exploitant n'appelle pas de remarque particulière : il a engagé un chantier pour traiter la pollution, prévenu en temps et en heure les services d'inspection et recherché les causes ayant conduit à l'incident.</p> <p>Cependant, il convient de remarquer que l'une des caractéristiques de la rétention associée au stockage de ce produit dangereux ne respecte pas les exigences de l'arrêté préfectoral : son étanchéité.</p> <p>L'exploitant présentera dans un délai de 1 mois les mesures qu'il envisage de prendre, assorties d'un plan d'action, pour remédier à la situation.</p>
Observations : L'exploitant veillera également à transmettre le rapport d'incident définitif de l'incident, qui présentera les mesures mises en place ou prévues pour évaluer et suivre dans le temps son impact sanitaire et environnemental.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2015, article 5.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage internes des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée : « Les déchets produits et entreposés dans l'établissement sont mis sous abri. Ils sont stockés dans des conditions satisfaisantes visant à interdire les nuisances pour les tiers et l'environnement (odeurs, envols, risque de lixiviation).

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus ou résultant d'un lessivage. »

Constats : Lors de la visite des installations, il a pu être observé à l'ouest du site, à proximité du magasin n° 1 (voir plan ci-contre), plusieurs GRV entreposés à l'extérieur des bâtiments, sur une aire simplement revêtue d'un enrobé bitumineux. Ces GRV sont plus ou moins remplis de déchets ou mélanges de déchets liquides.

Ceci constitue une non-conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant doit remédier à la situation dans ses plus brefs délais.



Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet